

Affaires courantes

nes. Ils demandent à la Chambre de rejeter le projet de loi pertinent, lorsqu'elle en sera à nouveau saisie.

J'ai également une autre série de pétitions venant de gens opposés à la TPS.

LES ANCIENS COMBATTANTS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Madame la Présidente, j'ai deux pétitions qui ont été tirées au sort aujourd'hui.

La première a été signée par plus de 700 personnes habitant principalement la ville de Winnipeg qui protestent contre les réductions importantes apportées par le gouvernement dans le dernier budget aux avantages dont jouissent les anciens combattants. Les pétitionnaires demandent qu'on rétablisse ces avantages intégralement étant donné les grands services que les anciens combattants ont rendus à notre pays.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Madame la Présidente, la deuxième série de pétitions a été signée par plus de 1 700 habitants de Winnipeg et concerne la taxe sur les produits et services. Les pétitionnaires demandent une fois de plus au gouvernement de reconsidérer sa décision très grave d'imposer cette taxe aux consommateurs.

L'AVORTEMENT

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Madame la Présidente, j'ai aujourd'hui des pétitions émanant de 2 240 Canadiens de l'Ontario, du Québec, du Manitoba et de ma province de Colombie-Britannique.

Les pétitionnaires déclarent que, étant donné que la question d'avoir ou non des enfants est un choix personnel et non un délit sanctionné par le Code criminel, que l'Association médicale canadienne a déjà en place des lignes directrices et des règlements concernant l'avortement et que les sanctions pénales ne font rien pour remédier aux raisons pour lesquelles les femmes se font avorter ni pour réduire le nombre des grossesses imprévues, ils demandent au gouvernement de rejeter le projet de loi C-43.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Madame la Présidente, j'ai l'honneur et le devoir au nom de plusieurs Ontariens qui habitent Kapuskasing, Moonbeam et Toronto de présenter des pétitions qui demandent au gouvernement de rejeter la taxe proposée sur les produits et services, taxe qui transfère le fardeau fiscal aux Canadiens ordinaires, et d'effectuer une réforme

fiscale qui soit beaucoup plus juste envers tous les Canadiens.

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Madame la Présidente, je suis heureux de déposer encore une autre pétition signée par des habitants de la province de Terre-Neuve qui s'opposent à la taxe sur les produits et services que propose le gouvernement.

Ces pétitions ont été recueillies, encore une fois, à la demande de mon collègue distingué, le député de Bonavista—Trinity—Conception, qui les a apportées à Ottawa pour les présenter au nom des intéressés. Ces personnes s'opposent aussi aux 31 augmentations de taxe et d'impôt que ce gouvernement dépensier leur a déjà imposées. Elles s'opposent à l'imposition de cette nouvelle taxe et elles demandent au Parlement de la rejeter.

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Madame la Présidente, je suis heureuse de présenter à nouveau une pétition réunissant plusieurs centaines de signatures recueillies dans ma circonscription et ailleurs auprès de citoyens qui s'opposent à la taxe sur les produits et services. Je constate d'après les adresses que 90 p. 100 des pétitionnaires sont des personnes âgées qui craignent que leur revenu déjà limité ne soit réduit encore davantage par l'imposition de cette taxe. Les pétitionnaires rappellent à la Chambre que les libéraux, au nom des Canadiens, s'opposent énergiquement à cette nouvelle taxe sur les produits et services et ils espèrent que le Parlement ne l'adoptera pas.

M. Francis G. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso): Madame la Présidente, j'interviens moi aussi en conformité de l'article 36 du Règlement pour présenter, au nom de mon collègue de Bonavista—Trinity—Conception, une pétition de la part d'habitants de Terre-Neuve.

Ils demandent au Parlement de rejeter le projet de taxe sur les produits et services, car elle constituera un fardeau fiscal inéquitable pour les gens de Terre-Neuve tout comme pour les contribuables d'autres régions du Canada.

VIA RAIL

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Madame la Présidente, j'ai deux pétitions à vous présenter aujourd'hui. L'une vient d'un certain nombre d'employés du CN et de CP Rail, à Kamloops, qui s'inquiètent des compressions de service imposées à VIA Rail par le gouvernement.

Il n'arrivent pas à croire que le gouvernement du pays qui se place au deuxième rang dans le monde par sa superficie empêche ce pays de posséder un réseau ferroviaire non polluant offrant un service convenable de trains de voyageurs. Ils demandent au gouvernement